

SCOT

du Pays d'Ancenis

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

APPROUVÉ LE 28 FEVRIER 2014

Réception en Préfecture le :

Préfecture de la Loire-Atlantique
Arrivé, le

10 MARS 2014

SERVICE DU COURRIER - 7



PADD



compa
COMMUNAUTÉ DE
COMMUNES DU PAYS D'ANCENIS

Préambule	5
Axes stratégiques du PADD	6
L'ambition d'un pays rayonnant et équilibré.....	7
AXE 1 / Un pays rayonnant et équilibré	8
1.1. S'appuyer sur une organisation multipolaire	9
1.1.1. Les pôles d'équilibre principaux et secondaires ont vocation à :	9
1.1.2. Les pôles de proximité et les bourgs ont vocation à :	9
1.1.3. Les villages, hameaux et l'habitat isolé ont vocation à :	9
1.2. Habiter et vivre en Pays d'Ancenis	11
1.2.1. Diversifier l'offre en logements et répondre aux besoins spécifiques de la population en place	12
1.2.2. Mobiliser le parc ancien	13
1.2.3. Participer à l'équilibre territorial	13
1.2.4. Maîtriser le rythme de croissance	13
1.2.5. Renforcer la qualité des projets résidentiels	14
1.2.6. Anticiper les besoins en équipements et services d'intérêt collectif	14
1.3. Connecter et mettre en réseau le territoire	15
1.3.1. Assurer la connexion du Pays d'Ancenis aux territoires voisins en s'appuyant sur des infrastructures majeures	15
1.3.2. Développer le réseau de transport des informations : les communications électroniques	16
1.3.3. S'appuyer sur la valorisation du réseau ferroviaire et des autres transports collectifs	16
1.3.4. S'appuyer sur les expérimentations de mobilité alternative adaptées au contexte du Pays d'Ancenis	16
1.3.5. Articuler offre de mobilité et développement urbain	17
1.3.6. Permettre le développement des mobilités douces	17
1.4. Développer activités et emplois	18
1.4.1. Développer et équilibrer l'économie	18
1.4.2. Structurer l'offre commerciale	18
1.4.3. Conforter les espaces agricoles et leurs productions	20
1.4.4. Concilier développement économique et développement durable	21
1.4.5. Accroître l'attractivité du Pays en développant les coopérations territoriales	22
AXE 2 / La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources	24
2.1. Modérer la consommation d'espaces agricoles et naturels par le développement urbain	25
2.1.1. Requalifier et densifier les espaces résidentiels et économiques	25
2.1.2. Promouvoir de nouvelles pratiques d'urbaniser, privilégiant le respect de l'environnement et économes en espaces	26
2.2. Protéger et mettre en valeur le paysage et le patrimoine local	27
2.2.1. Valoriser les paysages du Pays d'Ancenis	27
2.2.2. Porter une attention particulière aux entrées de ville	27
2.2.3. Préserver le patrimoine bâti	27
2.3. Protéger la biodiversité par la reconnaissance et la confortation de la trame verte et bleue	28
2.4. Préserver et valoriser les ressources	30
2.4.1. Améliorer la qualité des cours d'eau	30
2.4.2. Promouvoir une utilisation raisonnée de la ressource en eau	30
2.4.3. Améliorer les rejets d'eaux (eaux pluviales – eaux usées)	31
2.4.4. Développer les énergies renouvelables	31

La Communauté de Communes du Pays d'Ancenis (COMPA) a décidé d'élaborer un Schéma de Cohérence Territoriale sur son périmètre, reconnu par arrêté préfectoral le 15 juillet 2002.

Une première démarche de SCOT concernant le périmètre du Pays d'Ancenis avait abouti en mars 2009, mais le SCOT approuvé a été annulé par décision du Tribunal Administratif de Nantes.

Avec un développement récent important de l'urbanisation, une dynamique économique qui lui est propre et un territoire qui oscille entre influence de l'agglomération nantaise et dominante rurale, le Pays d'Ancenis se doit d'être couvert par un document de planification afin d'organiser et de maîtriser son développement.

Le Pays d'Ancenis, au travers de son **Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)**, présente ses objectifs concernant les politiques publiques d'urbanisme, du logement, des transports et déplacements, d'implantation commerciale, d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers et des paysages, de préservation des ressources naturelles, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques... dans un souci de développement durable du territoire.

Le PADD se veut ainsi une réponse aux besoins d'aujourd'hui tout en pensant aux besoins des générations qui suivront.

→ Afin de donner des pistes de lecture au PADD et de comprendre la traduction de ses orientations dans le Document d'Orientations et d'Objectifs, le document présente sous la forme d'encadrés des exemples de recommandations ou prescriptions.

Sur la base des différentes réflexions et débats ayant eu lieu pour l'élaboration du projet de territoire et sur la base des éléments clés issus du diagnostic, deux axes majeurs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables se dessinent :

1

La recherche d'un **rayonnement et d'un équilibre territorial** entre un pôle urbain principal, une frange Ouest dynamique démographiquement et économiquement portée par le développement de l'agglomération nantaise et une frange Est/Nord-Est plus rurale où le maintien d'une vie locale (commerces, services) est un enjeu fort.

2

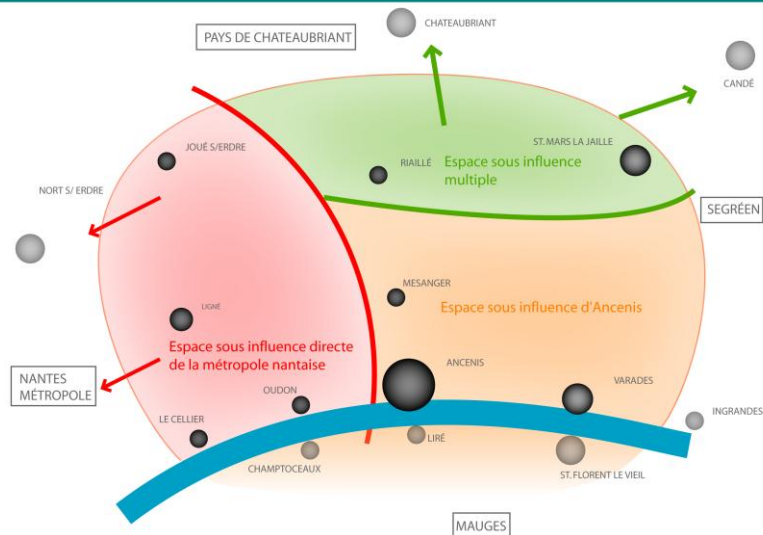
La **préservation et la valorisation de l'espace et des ressources** dans un contexte de dynamisme résidentiel et économique. Supports d'activités économiques, de loisirs et de biodiversité, les espaces agricoles et naturels nécessitent une attention particulière. De la même manière, le projet se doit de limiter ses impacts sur l'environnement, et notamment sur les ressources naturelles (eau...).



L'AMBITION D'UN PAYS RAYONNANT ET EQUILIBRE

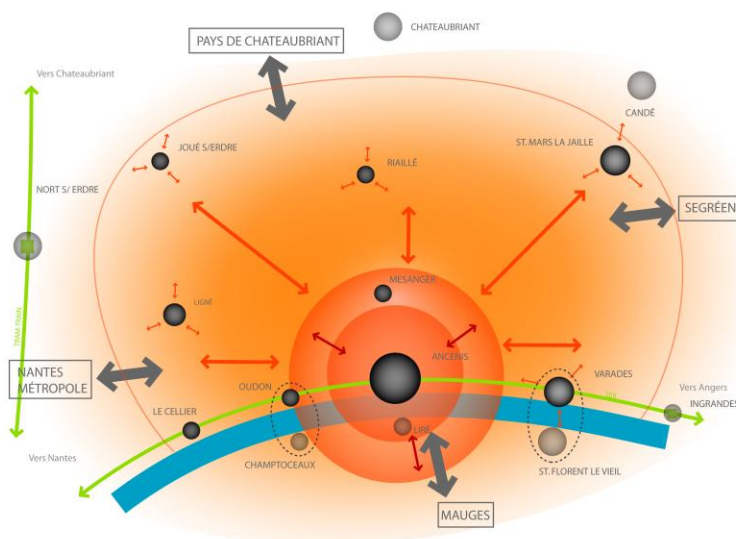
Le Pays d'Ancenis est un territoire multipolaire structuré autour d'une ville-centre, à dominante agricole et naturelle et bénéficiant de nombreux atouts permettant de promouvoir une dynamique propre (douceur de vivre de la Vallée de la Loire, qualité paysagère du bocage, maillage de pôles d'équipements et de services de proximité ; tissu économique local ; proximité de l'agglomération nantaise).

FIL DE L'EAU



Néanmoins, les dynamiques observées sur le Pays d'Ancenis apparaissent parfois génératrices de déséquilibres. En effet, il existe un risque de voir le poids de la ville centre s'affaiblir, et d'assister à un écartèlement interne du Pays provoqué par un accroissement de la dépendance vis-à-vis de la métropole nantaise (essentiellement la frange ouest) et un secteur Nord-Est se tournant davantage vers les Pays Segréen et de Châteaubriant.

LOGIQUE "PAYS"



Refusant cette vision du futur, le Pays d'Ancenis souhaite affirmer son positionnement et son identité spécifique : c'est la thématique du « **rayonnement** ». Par ailleurs, il s'agit également de faire bénéficier à l'ensemble du Pays les retombées du développement attendu, sans laisser certains secteurs en marge : c'est la thématique de « **l'équilibre** ».

AXE 1 / UN PAYS RAYONNANT ET EQUILIBRE

Afin de rechercher un équilibre territorial dans son développement, le Pays d'Ancenis se doit de :

- > Organiser le développement du territoire en s'appuyant sur les pôles d'équilibre, les pôles de proximité et les bourgs, en lien notamment avec le développement des équipements et services à la population ;
- > Considérer l'ensemble des habitants et usagers, actuels et futurs, et favoriser leur accès aux transports, au logement, à l'emploi, aux services quotidiens, aux communications électroniques...
- > Se connecter aux grands axes de transports régionaux et assurer le maillage interne en déplacements et transports
- > Développer activités et emplois locaux et de proximité

1.1. S'APPUYER SUR UNE ORGANISATION MULTIPOLAIRE

Le développement urbain du Pays d'Ancenis s'appuie sur une « organisation multipolaire », dont les principes fondamentaux sont les suivants :

- > La confortation et le renforcement des pôles d'équilibre d'Ancenis/Saint-Géréon (pôle d'équilibre principal), de Saint-Mars-la-Jaille et Varades (pôles d'équilibre secondaires) (pôles d'équilibre de la DTA) et de Ligné (pôle de développement périurbain),
- > Le renforcement des pôles de proximité du Cellier, de Joué-sur-Erdre, de Mésanger, d'Oudon et de Riaillé,
- > Le renforcement des bourgs dans toutes les communes, avec comme corollaire la limitation du mitage.

1.1.1. Les pôles d'équilibre principaux et secondaires ont vocation à :

- > améliorer leurs connexions aux réseaux ferrés et/ou aux réseaux majeurs de transports collectifs, et constituer les points d'accroche du rabattement depuis les communes alentours,
- > diversifier l'offre en logements, notamment en termes de locatif, d'accession à la propriété et d'habitat social,
- > promouvoir des formes urbaines diversifiées permettant accueil de population, optimisation de la consommation d'espaces, valorisation des espaces publics, intégration de la « nature en ville », accessibilité aux modes doux, économies d'énergie ...
- > accueillir préférentiellement les équipements d'influence intercommunale,
- > accueillir de manière privilégiée le développement économique de type « zones d'activités »
- > être les lieux privilégiés pour l'accueil d'activités tertiaires (en priorité sur le pôle d'équilibre principal).

→ Il appartiendra au DOO de préciser les objectifs qui leur sont attribués (densité urbaine, logement social...) étant entendu que les vocations du pôle principal seront plus étendues que celles des pôles secondaires

1.1.2. Les pôles de proximité et les bourgs ont vocation à :

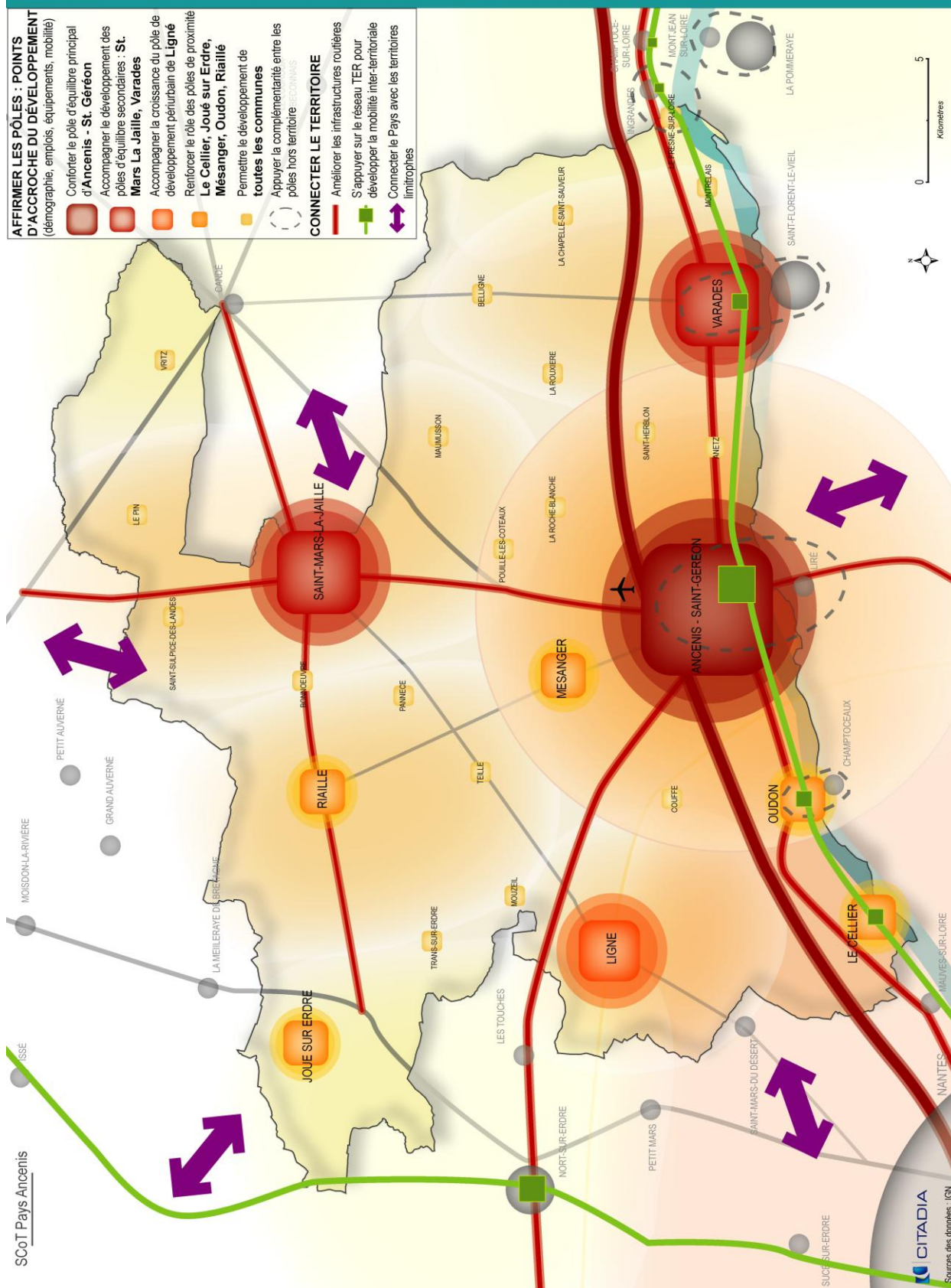
- > développer une offre de services et d'équipements de proximité, accessible en modes doux,
- > diversifier l'offre en logements,
- > promouvoir des formes urbaines diversifiées ne portant pas atteinte au caractère des paysages naturels ou urbains environnants, économes en espace et en énergie,
- > permettre le développement des activités commerciales et artisanales de proximité.

1.1.3. Les villages, hameaux et l'habitat isolé ont vocation à :

→ Le DOO comprendra une définition de ces notions.

- > être préservés dans leurs limites actuelles, ce qui n'empêche pas d'y envisager la réhabilitation du bâti, ainsi que certains comblements de « dents creuses », en prenant en compte les sièges d'exploitation le cas échéant.
- > ne pas constituer de noyau de développement urbain.

L'appui sur une organisation multipolaire



1.2. HABITER ET VIVRE EN PAYS D'ANCENIS

Environ 60 000 habitants sont comptabilisés au recensement de 2010 sur le Pays d'Ancenis, ce qui représente un gain de plus de 10 000 habitants depuis 1999. Durant la décennie 2000, environ 430 logements étaient commencés en moyenne tous les ans (4 300 logements sur 10 ans), avec une prééminence de la construction de logements individuels en accession.

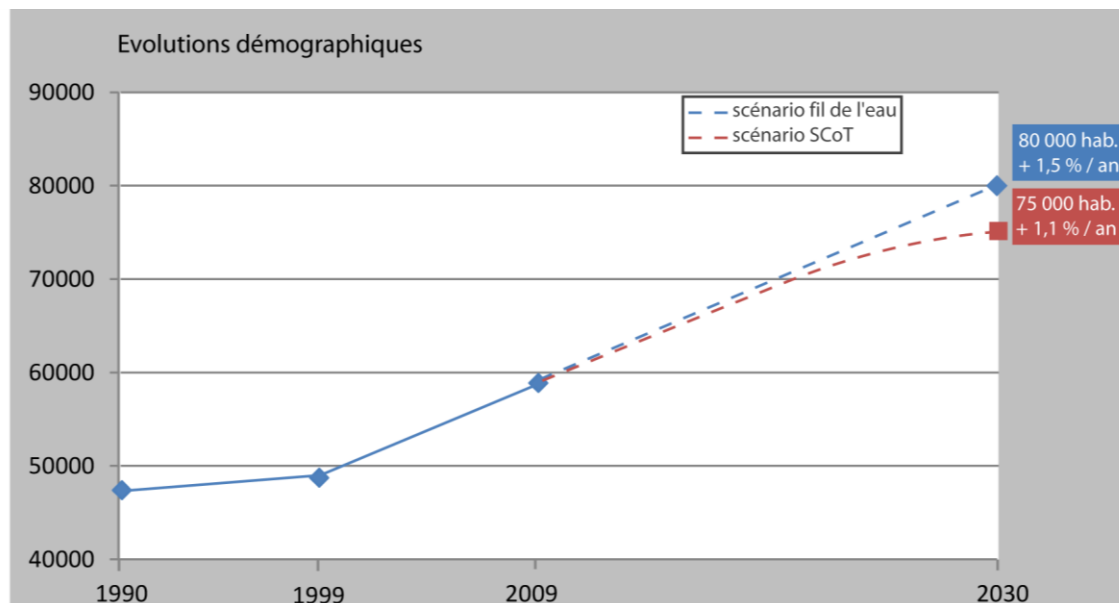
Afin d'accueillir cette population supplémentaire dans de bonnes conditions, les communes ont dû réaliser de nombreux investissements : création de classes, de services périscolaires, de salles de loisirs, adaptation des réseaux d'assainissement, extensions de stations d'épuration...

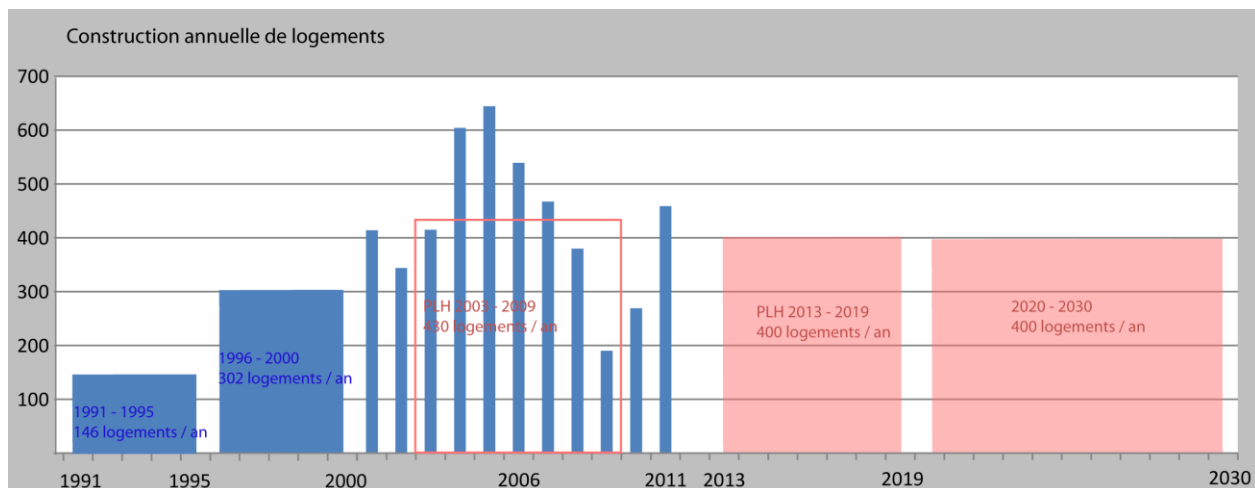
Le SCoT affiche une orientation de **maîtrise de la croissance démographique**, en adéquation avec la capacité d'accueil du Pays d'Ancenis, et ne remettant pas en cause les équilibres sociaux, économiques et environnementaux. Il retient ainsi à l'horizon 2030 un objectif de population d'environ 75.000 habitants (soit environ 15 000 habitants supplémentaires).

Partant de cette hypothèse, les besoins en logements sont estimés autour de 400 logements à commencer chaque année.

→ Environ 6900 logements à commencer d'ici 2030 pour accueillir environ 15 000 habitants supplémentaires

→ Il appartiendra au Document d'Orientations et d'Objectifs de préciser les modalités de répartition de cet objectif au sein des secteurs du Pays d'Ancenis.





1.2.1. Diversifier l'offre en logements et répondre aux besoins spécifiques de la population en place

Le Pays d'Ancenis est un territoire où l'accession à la propriété est dominante. Pour autant, la population disposant de revenus modestes est importante. Afin de répondre aux différents besoins de la population résidente et celle à venir, et permettre les parcours résidentiels, le SCoT affiche un objectif de diversification de l'offre en logements :

- > renforcer la part du locatif, des petits logements, et produire un habitat plus accessible, pour anticiper sur les besoins à venir (décohabitation des jeunes, vieillissement de la population, aléas économiques, etc...),
- > renforcer la dynamique d'urbanisation en « comblement de l'enveloppe urbaine » (renouvellement urbain, comblement de dents creuses, etc.), en y favorisant une offre de logements dont la typologie est variée (habitat intermédiaire, petits collectifs, individuel sur petit lot, en accession et en locatif).

Cette dernière décennie, l'arrivée massive de jeunes ménages sur le territoire a contribué au rajeunissement relatif de la population. Pour autant, certains secteurs du Pays d'Ancenis abritent une population plus âgée et moins familiale : il s'agit notamment des centres urbains (Ancenis / Saint-Géréon, Varades, Saint-Mars-la-Jaille), et des communes du nord-est. Le SCoT affiche donc pour objectif :

- > anticiper sur le vieillissement par l'adaptation des logements à la perte de mobilité, dans le parc locatif comme chez les propriétaires occupants.
- > développer une offre alternative dans les bourgs (logements adaptés proches des commerces et services, offre locative sociale spécifique, ...), de façon à permettre une mobilité résidentielle des ménages plus âgés et libérer ainsi leurs logements, souvent de grande taille mais sous-occupés.

Le SCoT affiche également pour objectif la prise en compte de la situation sociale des ménages les plus démunis en :

- > développant une offre de logements « très sociaux » au sein des différents programmes, et en priorité dans les pôles identifiés par le SCoT,
- > menant une action sur le noyau de logement encore vétuste,
- > complétant l'offre d'urgence et d'insertion.

1.2.2. Mobiliser le parc ancien

Le SCoT affiche pour orientation l'amélioration du parc ancien.

Les outils d'intervention relèvent d'un Programme Local de l'Habitat pour lequel la COMPA est compétente.

Il peut en être attendu divers effets positifs, tels que :

- > la remise sur le marché locatif des logements à loyers et charges maîtrisés, situés dans les bourgs principalement,
- > la réhabilitation de bâtiments vacants, inutilisés,
- > la revalorisation des centres bourgs,
- > la production de locatif à loyer modéré à un moindre coût pour les collectivités,
- > le développement d'une offre de logements adaptés aux personnes âgées et/ou handicapées dans les centres bourgs,
- > l'amélioration de l'efficacité énergétique du parc

1.2.3. Participer à l'équilibre territorial

Le SCOT souhaite créer les conditions de la croissance démographique sur l'ensemble de son territoire, tout en prévoyant d'adapter le rythme de croissance en fonction des pôles et des influences externes, en :

- > renforçant le poids des pôles identifiés,
- > maîtrisant le rythme de croissance du secteur Ouest de la COMPA, ayant connu un développement périurbain récent sous influence de l'aire urbaine nantaise,
- > permettant le renouvellement démographique de toutes les communes, y compris celles les plus éloignées des pôles, et notamment celles du Nord et de l'Est, moins attractifs.

Le projet vise donc à assurer une progression démographique différenciée selon les différents secteurs du territoire.

1.2.4. Maîtriser le rythme de croissance

L'orientation affichée par le SCoT de **maîtrise de la croissance démographique** implique que les communes adaptent leur rythme d'ouverture à l'urbanisation au projet de développement du territoire retenu, afin de ne pas être débordées par un afflux de nouveaux résidents et de devoir s'engager par la suite dans la réalisation de nouveaux équipements.

→ Cela nécessite donc une plus grande utilisation des outils réglementaires, notamment du PLU, pour hiérarchiser et encadrer les projets. L'échéancier d'ouverture à l'urbanisation est un outil adéquat, qui trouve sa place au sein du Plan Local d'Urbanisme.

1.2.5. Renforcer la qualité des projets résidentiels

De manière à garantir la préservation de la qualité du cadre de vie, qui constitue un des facteurs d'attractivité du territoire, le SCoT réaffirme la nécessité de renforcer la qualité urbaine, architecturale, sociale et environnementale des projets. Le SCoT insiste donc particulièrement sur la nécessité :

- > d'intégrer les nouvelles opérations de logements à leur environnement,
- > de promouvoir le développement durable dans la construction de logements neufs, en soutenant particulièrement les démarches de type HQE, éco-quartiers, éco-villages, éco-construction, ...
- > favoriser, dans tout projet de réhabilitation, construction neuve ou aménagement, l'économie d'énergie, la production d'énergie renouvelable, la gestion des eaux pluviales, la gestion des déchets, la gestion des risques ...

1.2.6. Anticiper les besoins en équipements et services d'intérêt collectif

Le diagnostic du SCoT fait état d'un relatif bon niveau d'équipements et de services à l'heure actuelle. Néanmoins, au vu des projections démographiques, l'anticipation des besoins à venir demeure une nécessité.

Afin de répondre aux besoins des populations anciennement installées et des nouveaux arrivants, l'effort est donc à poursuivre, notamment pour :

- > les équipements d'accueil de la petite enfance et de l'enfance jeunesse, indispensables à l'accueil de jeunes actifs,
- > le développement d'offres mutualisées en services relatifs à la santé dans des locaux spécifiques, notamment dans les secteurs les moins bien pourvus, de manière à assurer un maillage suffisant,
- > le développement d'équipements et de services dédiés au troisième âge (structures d'accueil, mais aussi dispositifs de soins et d'aide au maintien à domicile).

→ *S'appuyer sur les pôles pour organiser le développement des équipements et des services.*

→ *Accueillir préférentiellement les équipements d'influence intercommunale dans les pôles principaux et secondaires*

→ *Permettre l'installation de services et équipements de proximité dans les pôles de proximité afin d'assurer leur vitalité.*

L'évolution des modes de vie et l'importance croissante accordée au niveau d'équipements liés à la culture et aux loisirs dans les choix résidentiels, comme dans les choix d'implantation de certaines entreprises, font que les attentes sont importantes. Le SCoT affiche pour objectif à ce sujet de :

- > mettre en valeur les équipements culturels et sportifs existants (salles, bibliothèques...)
- > renforcer l'offre en équipement cinématographique au niveau du pôle principal Ancenis / Saint Géréon.

Il s'agit de manière globale d'organiser la répartition des équipements et services en fonction des besoins et des attentes actuels et futurs du territoire. Cette répartition doit s'appuyer sur les pôles identifiés, sans pour autant compromettre le développement de services de proximité dans les autres bourgs du Pays et affaiblir leur vitalité.

1.3. CONNECTER ET METTRE EN RESEAU LE TERRITOIRE

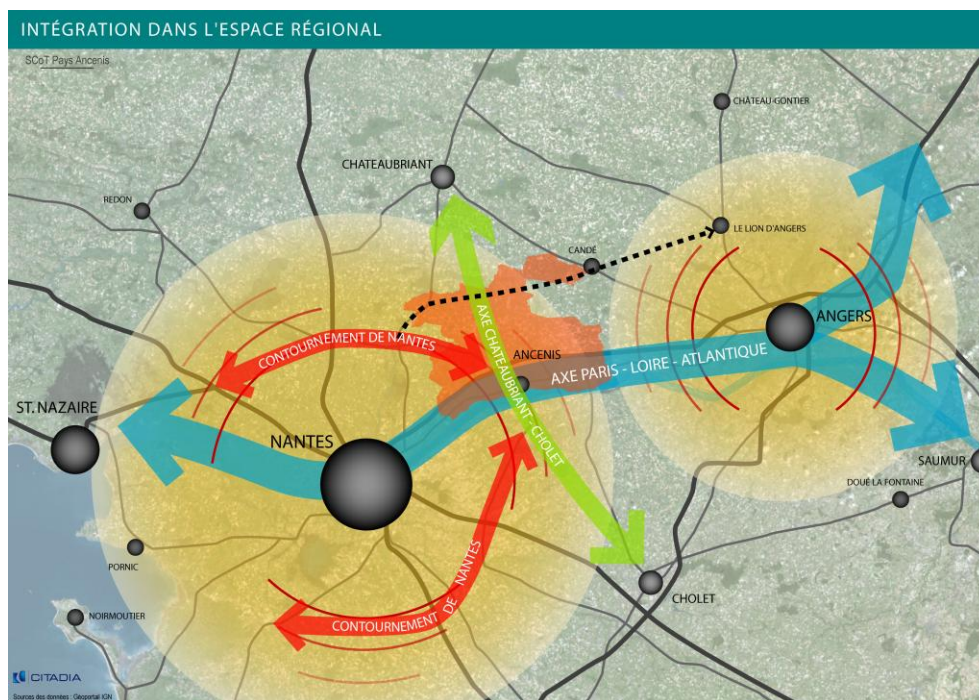
Le Pays d'Ancenis, en ce qui concerne les mobilités, doit faire face à un double enjeu de :

- > connexion aux territoires voisins et aux axes structurants de transport régionaux,
- > organisation de la desserte interne du Pays et du maillage de l'offre en transports collectifs et/ou alternatifs (desserte des espaces les moins bien desservis, liens vers les pôles d'échange multi-modaux).

1.3.1. Assurer la connexion du Pays d'Ancenis aux territoires voisins en s'appuyant sur des infrastructures majeures

Le SCoT du Pays d'Ancenis affirme sa volonté de voir aboutir la réalisation ou l'amélioration de plusieurs infrastructures majeures pour le futur du territoire, en référence au Schéma Départemental Routier :

- > L'établissement d'un nouveau franchissement sur la Loire (sous réserve de faisabilité), en lien avec l'aménagement de la RD 164 (Ancenis Nort-sur-Erdre), ainsi que de l'axe Ancenis-Clisson au Sud Loire. Cet axe majeur pour le territoire doit à la fois favoriser le lien Nord-Sud entre les 2 rives de la Loire, participer à l'amélioration de la desserte du Pays d'Ancenis, conforter l'accès aux territoires voisins et à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.
- > L'amélioration des infrastructures existantes : RD 923 (axe Ancenis-Candé), RD 33 (axe Joué-Riaillé-St Mars-Candé), RD 723 ainsi que l'A11 (axe Nantes-Angers).



1.3.2. Développer le réseau de transport des informations : les communications électroniques

Les communications électroniques à haut débit représentent un moyen pouvant accompagner les territoires ruraux dans une démarche de réduction des déséquilibres territoriaux. Au même titre que l'organisation du transport des personnes, celle du transport des informations par voie numérique devient un enjeu essentiel de compétitivité d'un territoire.

En lien avec le Schéma directeur d'aménagement numérique du département de la Loire-Atlantique, mis en place par le Conseil Général, le SCoT affirme l'aménagement numérique de son territoire comme une priorité.

Le SCoT définit donc ses priorités pour le très haut débit dans les polarités d'équilibre et secondaires (centralités et zones d'emplois), ainsi que dans les zones d'activités stratégiques existantes et futures identifiées dans le présent PADD.

1.3.3. S'appuyer sur la valorisation du réseau ferroviaire et des autres transports collectifs

La desserte du Pays d'Ancenis par le TER sur la ligne Nantes-Angers et en périphérie sur la ligne de tram-train Nantes-Châteaubriant, constitue une opportunité intéressante à développer : certains des pôles d'équilibre sont ainsi facilement reliés aux agglomérations et pôles d'emplois les plus proches. Proposer une alternative souple et attractive à l'automobile nécessite un renforcement de l'accessibilité aux gares.

Les liaisons par autocars viennent compléter stratégiquement le maillage du territoire. Le réseau de bus interurbains est organisé en étoile vers l'agglomération de Nantes. Les principales carences concernent le nord-est du Pays. L'organisation du rabattement vers les points d'accroche aux réseaux de transport collectif à haut niveau de service est à étudier.

La création de lignes express ou de transports en commun « à haut niveau de service » vers l'agglomération de Nantes pourraient être prolongées jusqu'à certaines polarités du SCoT (ex : Ligné). Ces lignes, avec un nombre réduit d'arrêts, permettraient de rendre le service plus attractif en réduisant les temps de parcours des autocars.

1.3.4. S'appuyer sur les expérimentations de mobilité alternative adaptées au contexte du Pays d'Ancenis

L'offre en co-voiturage est incitée par le Conseil Général via son site Internet. Celui-ci fait l'objet d'une promotion / communication importante, notamment par le développement de parkings identifiés pour mettre en relation les personnes et développer un réseau de personnes pratiquant le co-voiturage affinitaire.

Les pistes sur le développement des « réseaux de transport solidaires » (partage et mise à disposition de véhicules à des fins solidaires), ou encore l'expérimentation de l'« auto-stop de confiance » sont également à creuser, dans la mesure où elles permettent de développer un service affinitaire pour des motifs autres que les trajets domicile travail (cours, manifestations, ...), et sont porteuses de lien social.

Le SCoT encourage une réflexion sur ce type d'offre de mobilité à l'échelle du Pays. En effet, le fonctionnement et la diffusion de ces pratiques nécessitent l'animation par des référents locaux, la mise en œuvre et la lisibilité des parking-relais, etc.

1.3.5. Articuler offre de mobilité et développement urbain

Le diagnostic réalisé a permis de démontrer que – malgré un nombre conséquent de déplacements domicile-travail vers les territoires voisins – les déplacements restent majoritairement internes au territoire : plus de 15 000 actifs résident et travaillent au sein du Pays d'Ancenis. Les échanges vers l'extérieur du Pays se font à environ 60% vers l'agglomération nantaise, de manière moindre vers les Mauges, le Maine et Loire et le Pays de Châteaubriant.

Un urbanisme durable doit privilégier la mise en cohérence d'un développement urbain renforcé dans les secteurs les mieux desservis en transport collectif ou en modes alternatifs à la voiture. Le contexte rural d'une large partie du Pays renforce la dépendance au mode de transport individuel motorisé et impose, d'autant plus, cette réflexion. En effet, les actifs éloignés des pôles d'emploi seront davantage fragilisés par les effets de la crise énergétique (coût des déplacements, isolement géographique et social).

Ainsi, le SCoT affiche pour objectifs :

- > le développement et la densification des pôles qui bénéficient d'une offre en transport collectif existante ou potentielle à développer (bus, gares),
- > le développement de systèmes alternatifs plus adaptés au milieu rural (transport à la demande, auto-partage, modes doux ...),
- > la limitation au recours à la voiture pour les déplacements quotidiens du type : domicile-commerce-équipement, en favorisant un **maillage de modes doux de proximité**.
- > le renforcement des espaces urbains existants grâce au rapprochement des espaces à vocation d'habitat, d'emplois et des services et à la création de liaisons douces. Il s'agit de faciliter les liaisons en transports collectifs et de concevoir des aménagements permettant une rationalisation des déplacements de proximité et l'utilisation de la voiture : c'est la recherche d'un **territoire des courtes distances**.

1.3.6. Permettre le développement des mobilités douces

Le Pays est traversé par deux itinéraires majeurs :

- > La Loire à vélo : itinéraire longeant la Loire,
- > La voie verte Saint-Mars-la-Jaille – Carquefou : itinéraire touristique transversal entre l'agglomération nantaise et la partie rurale du Pays

Ces deux itinéraires sont enrichis d'un maillage de voies douces ou apaisées permettant des liaisons, parfois encore incomplètes entre les communes et les pôles, repéré par un inventaire intercommunal cartographique.

Le SCoT encourage au développement des mobilités douces et en particulier :

- > à la levée des obstacles existants dans les continuités inventoriées
- > au rabattement vers des liaisons plus structurantes

1.4. DEVELOPPER ACTIVITES ET EMPLOIS

Sur le plan économique, le SCoT entend soutenir et assurer les conditions favorables au développement :

- > du secteur commercial en s'appuyant sur les espaces à vocation commerciale et en soutenant la vitalité commerciale des centres-bourgs,
- > des zones d'activités de façon équilibrée sur le territoire,
- > des activités agricoles grâce à la préservation du foncier agricole,
- > d'une offre touristique contribuant à renvoyer une image positive et attractive du territoire.

1.4.1. Développer et équilibrer l'économie

L'enjeu consiste à mettre en place un projet de développement économique rayonnant sur l'ensemble des secteurs économiques : zones d'activités, liens entre production agricole et agroalimentaire, tourisme ... Le positionnement du Pays par rapport aux territoires voisins et notamment par rapport à la métropole nantaise s'avère être un enjeu crucial pour l'avenir économique du Pays d'Ancenis, afin de rester compétitive et de conforter sa place dans l'espace régional. A cette fin, le SCoT affiche pour objectifs :

- > renforcer les zones d'activités économiques stratégiques (ZAE) en soutenant leur développement afin de permettre l'accès à l'emploi à l'échelle des bassins de vie.
- > équilibrer l'offre en zones d'activités économiques : les pôles identifiés rayonnent tous sur leur bassin de vie. Si le développement d'un habitat diversifié et le renforcement de leur desserte en transports collectifs y sont favorisés, le SCoT entend également y développer l'emploi.
- > structurer le parc foncier et immobilier en encourageant la création ou l'extension de zones d'activités (besoins estimés à environ 300 ha au total) ainsi que la requalification de parcs d'activités.
- > le renforcement du secteur domestique, nécessitant un maillage de zones d'activités de proximité s'adressant à une clientèle plutôt locale et à vocation artisanale prioritairement.

1.4.2. Structurer l'offre commerciale

Afin de répondre à la volonté d'équilibrer le territoire, tout en intégrant les mutations de l'offre commerciale et les évolutions des modes de vie, le Pays d'Ancenis a entrepris l'élaboration d'une **charte commerciale**, affichant les grands principes du développement commercial pour les années à venir. Cette Charte précise les actions à mettre en place afin de structurer une organisation commerciale équilibrée ne fragilisant pas les pôles de proximité présents sur le territoire tout en répondant aux besoins des habitants. Le SCoT réaffirme plusieurs de ces orientations :

- > **créer un aménagement commercial du territoire respectueux des équilibres**, reposant sur l'organisation spatiale du Pays. Cette structuration s'efforcera de renforcer la complémentarité entre les pôles afin de ne pas accentuer les déséquilibres territoriaux. Le SCoT prône le

→ Conforter les centralités commerciales existantes.

→ Poursuivre le réaménagement des centres-bourgs afin de favoriser la dynamique commerciale.

→ Faciliter l'accessibilité des espaces commerciaux et des commerces (stationnement, PMR, mobilités douces).

→ Favoriser les connexions entre les espaces commerciaux (Saint-Géréon – Ancenis).

renforcement des espaces commerciaux existants (ZACOM, centralités) afin de concentrer les activités commerciales dans des espaces privilégiés et assurer la vitalité des centralités de bourgs ou de quartier. Il s'agit de conforter les pôles commerciaux existants : Ancenis-Saint-Géréon comme pôle majeur, Ligné, Saint-Mars-la-Jaille et Varades comme pôles intermédiaires. Le SCoT entend aussi maintenir le commerce de proximité dans les communes rurales afin de conforter la vitalité des petits bourgs et permettre le développement d'une vie de proximité et promouvoir les courtes distances. Ceci pourra s'accompagner de la poursuite du réaménagement des centres-bourgs.

- > développer des espaces commerciaux répondant aux attentes des consommateurs et aux besoins des commerçants en soutenant la profession et en consolidant le commerce de proximité.

➔ *Favoriser l'implantation des commerces de proximité dans les centres-bourgs en donnant les moyens aux communes (PLU, DPU, acquisition du bâti) et en soutenant les commerçants (mise à disposition des locaux, financement des rénovations).*

1.4.3. Conforter les espaces agricoles et leurs productions

Le maintien d'une agriculture performante et pérenne fait partie des orientations majeures du SCoT. L'agriculture joue en effet un rôle central dans l'équilibre économique et spatial du territoire ainsi que dans son identité.

Le SCoT souhaite **mettre en place les conditions favorables à la valorisation de la production agricole et à la protection de son capital foncier et paysager** afin d'assurer le maintien d'une agriculture performante présentant des atouts en matière de paysages et de biodiversité tout en veillant à limiter l'impact des pratiques sur l'environnement.

> La valorisation des productions agricoles

Le secteur agricole a un impact économique majeur tant en termes d'emplois agricoles, agroalimentaires et dans les services directement liés à l'agriculture, qu'en termes de chiffre d'affaires généré localement.

Confrontés à des changements structurels majeurs et à des évolutions importantes, le SCoT tend à :

- aider à la valorisation des productions du territoire dans tous les réseaux en affirmant le lien que cette activité occupe dans l'économie locale. Il s'agit notamment d'encourager le développement d'une agriculture de proximité ;
- préserver les outils de production agricole afin qu'ils restent compétitifs et diversifiés en encourageant à la diversification des activités ;
- soutenir le développement sur le territoire d'emplois induits par l'activité agricole en amont et en aval, notamment avec l'agroalimentaire ;
- préserver l'élevage (notamment bovin) comme une composante agricole forte du territoire et ses interactions avec le tissu économique local (main d'œuvre induite) et les paysages (paysage ligérien et bocage).

> La protection de l'espace agricole et la valorisation de ses paysages

Acteur économique important, le secteur agricole joue aussi un rôle majeur dans l'organisation spatiale et paysagère du territoire.

Il est donc essentiel pour le Pays d'Ancenis de veiller à **préserver l'espace agricole** nécessaire au fonctionnement des exploitations et des paysages qui le compose.

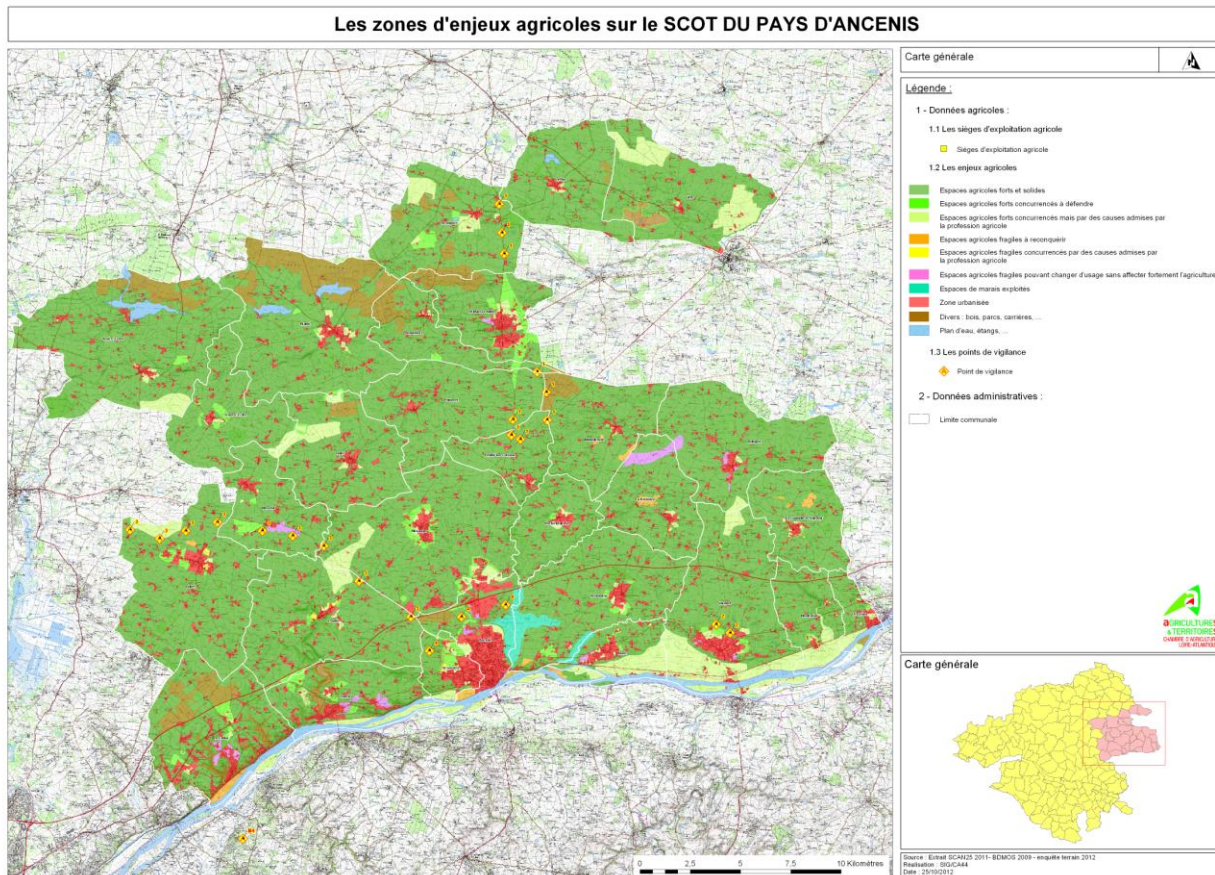
L'agriculture est un aménageur déterminant de l'espace. Les espaces agricoles ne doivent plus être perçus comme des réserves potentielles pour l'urbanisation. Une lisibilité sur le foncier agricole à moyen terme doit être proposée aux agriculteurs.

→ *Délimiter de manière fine dans les PLU l'espace agricole pérenne*

Intrinsèquement liée à la modération de la consommation d'espace, la protection des espaces agricoles à fort potentiel, jouant un rôle important dans l'économie du Pays et présentant des atouts en matière de paysages et de biodiversité, est essentielle :

- La préservation des espaces agricoles sur tout le territoire
- La mise en place de politique foncière en lien avec l'agriculture,
- La protection des espaces agricoles pérennes.

Ces orientations s'inscrivent dans le prolongement du diagnostic de l'agriculture réalisé en lien avec la Chambre d'Agriculture et la profession agricole.



1.4.4. Concilier développement économique et développement durable

Le Pays d'Ancenis présente des atouts paysagers et patrimoniaux. Le développement de l'emploi et de l'économie de proximité ne peut donc pas se faire au détriment de la préservation de l'espace et des ressources. A cette fin, le SCOT affiche pour objectifs :

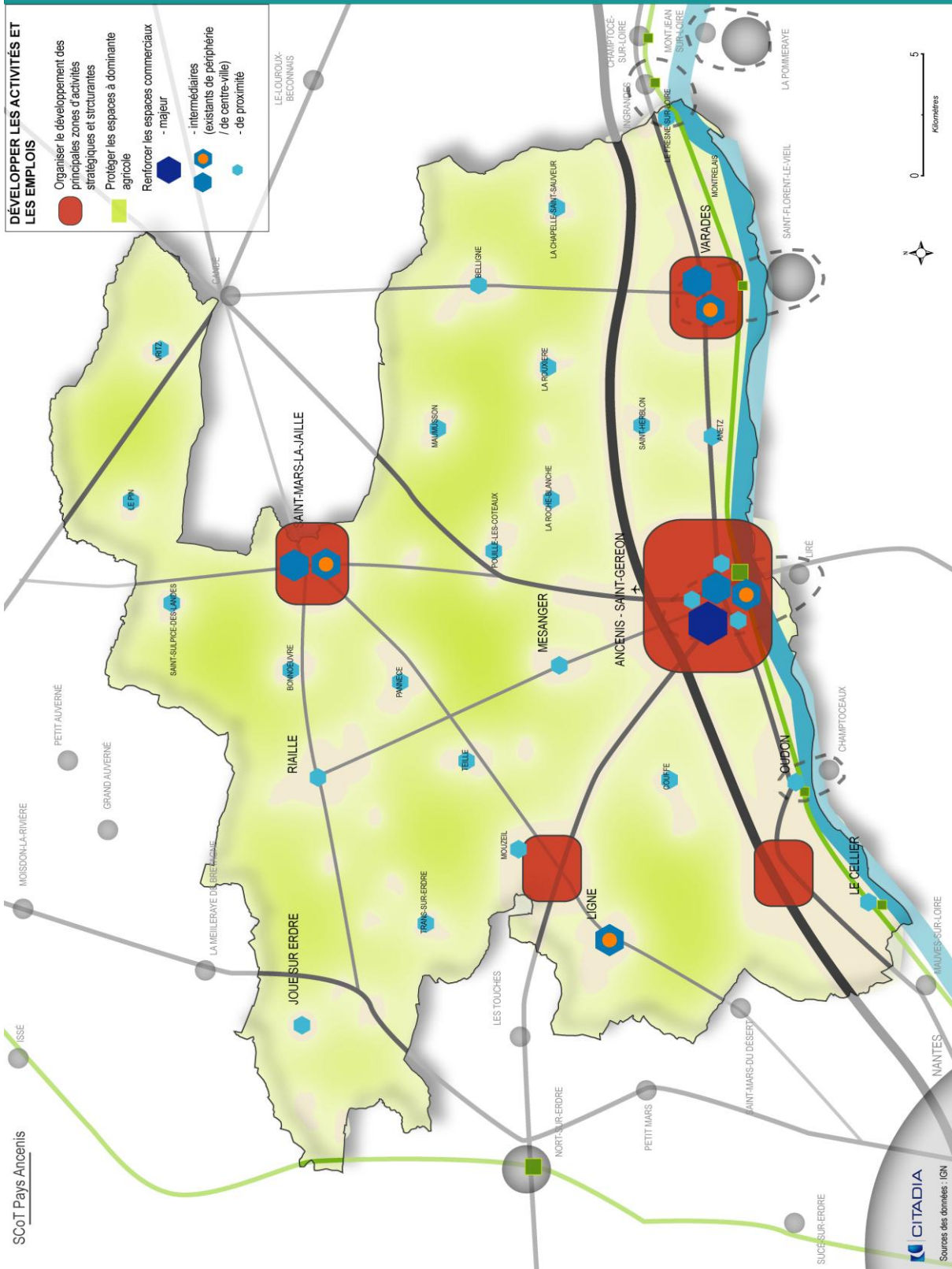
- > optimiser l'utilisation du foncier en rationalisant l'utilisation de l'espace (densification, requalification des espaces en friche ou mal utilisés, urbanisation des dents creuses et des friches, mutualisation de certains espaces)
- > améliorer la qualité de l'aménagement des zones et du bâti s'y installant
- > réduire les déplacements motorisés liés aux achats, aux déplacements domicile-travail.
- > veiller à la modération de la consommation d'espace (densification, urbanisation des dents creuses et des friches)
- > prendre en compte les risques existants et mesurer l'impact de l'implantation de nouvelles activités sur ce point

Par ailleurs, la valorisation de ces espaces paysagers et patrimoniaux, dans une optique de **développement touristique**, s'avère primordiale afin d'inscrire le Pays dans un processus de diversification des activités économiques. La pratique des activités touristiques et de loisirs devra se faire de façon à respecter l'environnement et les milieux.

1.4.5. Accroître l'attractivité du Pays en développant les coopérations territoriales

Afin d'adapter le territoire aux évolutions de l'économie et rester compétitif vis-à-vis des territoires voisins, il s'agit de trouver sa place dans l'espace régional en développant des relations et des partenariats avec les territoires voisins en valorisant les compétences et les atouts de chacun. L'adaptation de l'offre en formation s'avère être un enjeu important afin de développer les coopérations économiques notamment autour des secteurs de l'innovation et de la recherche & développement.

Un développement économique rayonnant et équilibré



AXE 2 / LA PRESERVATION ET LA VALORISATION DE L'ESPACE ET DES RESSOURCES

Afin d'assurer le respect des grands équilibres entre développement des espaces urbains et à urbaniser et préservation des espaces ruraux, naturels, agricoles et forestiers, le SCoT du Pays d'Ancenis se doit de :

- > Modérer la consommation d'espaces agricoles et naturels par le développement urbain,
- > Protéger et mettre en valeur le paysage et le patrimoine local,
- > Protéger la biodiversité,
- > Préserver et valoriser les ressources.

2.1. MODERER LA CONSOMMATION D'ESPACES AGRICOLES ET NATURELS PAR LE DEVELOPPEMENT URBAIN

Chaque année en moyenne depuis 10 ans (1999-2009), 69 hectares ont été consommés par l'urbanisation :

- > 52 hectares par an pour l'habitat,
- > 17 hectares par an pour les activités et services

Afin de répondre aux objectifs de modération de la consommation d'espace, le SCoT du Pays d'Ancenis affiche une orientation qui consiste à optimiser le développement urbain, tant résidentiel que lié aux activités économiques.

→ Il appartiendra au Document d'Orientations et d'Objectifs de préciser les objectifs chiffrés de cette orientation.

Il s'agit de mettre en place un projet de développement qui protège et qui exploite de façon optimum la ressource foncière du Pays au profit d'espaces et de paysages préservés. Afin de mettre en œuvre cette volonté, plusieurs objectifs sont poursuivis :

- > La densification et la requalification des espaces résidentiels et économiques grâce au comblement des dents creuses et à la mutualisation des espaces,
- > La promotion de nouvelles pratiques d'urbaniser, privilégiant le respect de l'environnement et économes en espaces,

2.1.1.Requalifier et densifier les espaces résidentiels et économiques

Afin de viser à la modération de la consommation d'espace, l'optimisation des potentiels d'urbanisation est une priorité et passe par le fait de privilégier l'évolution et le renouvellement urbain à l'extension de l'urbanisation.

> Le renouvellement urbain comme préalable aux extensions urbaines

La recherche du développement urbain à l'intérieur de l'enveloppe urbaine (espace urbanisés continus sans ou avec de faibles ruptures) est une priorité. Dans ce cadre, la mise en place d'une politique de renouvellement urbain afin de libérer du foncier ou de remettre sur le marché des espaces délaissés est un préalable.

> La définition d'objectifs en surface et en densité

La modération de la consommation d'espace passe par la promotion d'un mode d'urbanisation plus dense. Au regard des densités des logements construits sur la période passée, il convient de mettre en place des objectifs de densités adaptés à chacun des secteurs du Pays, afin qu'ils puissent correspondre à une réalité tangible pour le territoire.

Sur l'ensemble du Pays d'Ancenis, la densité moyenne observée pour le développement urbain résidentiel est estimée à 11 logements par hectare.

Le SCoT affiche pour objectif d'augmenter cette densité moyenne à 18 logements par hectare à l'échelle du SCOT, en adaptant cette densité moyenne à la vocation des différentes entités urbaines (pôles, bourgs...).

Une densité minimale de 12 logements par hectare devra être respectée par les communes.

Les conditions de calcul de cette densité seront précisées dans le Document d'Orientations et d'Objectifs.

Ainsi, la consommation d'espace annuelle par l'habitat pourrait passer sous la barre des 25 hectares (incluant les développements au sein et en extension de l'enveloppe urbaine).

→ Identifier les potentiels de renouvellement urbain dans les PLU en zones à dominante résidentielle et en zones d'activités (friches, dents creuses).

→ Définir des limites claires à l'urbanisation (enveloppes urbaines).

→ Favoriser les opérations d'ensemble intégrées à l'urbanisation existante.

→ Eviter les urbanisations linéaires le long des axes routiers.

→ Encourager les formes d'habitat moins consommatrices d'espace.

→ Fixer des objectifs de constructions de logements et de densités par communes / par secteurs.

Pour les espaces d'activités économiques, le SCoT affiche pour objectif de définir les critères d'optimisation et d'aménagement qualitatif.

> L'intensification urbaine autour des gares et des centralités

Les gares, au nombre de 4 sur le territoire (plus la gare d'Ingrandes située hors territoire mais en contact direct), bien que souvent concernées par des périmètres de prévention des risques d'inondation, présentent des enjeux majeurs en termes de développement urbain. Les potentiels de développement, situés à proximité sans être directement contigus, doivent être optimisés (dents creuses, îlots mutables) grâce à la mise en place de densités urbaines de logements plus importantes que sur le reste des communes concernées.

Ce même principe pourra être appliqué autour des centralités (à définir) qui proposent des services et équipements adaptés aux besoins quotidiens.

2.1.2. Promouvoir de nouvelles pratiques d'urbaniser, privilégiant le respect de l'environnement et économes en espaces

Il s'agit de proposer des solutions aux objectifs de consommation d'espace et d'émissions de gaz à effet de serre grâce à la promotion de modes d'urbanisation mieux intégrés dans le tissu local et répondant aux besoins de la population (parcours résidentiels, mixité sociale). Le SCoT suggère par ailleurs la recherche de formes urbaines et architecturales adaptées aux contextes locaux afin d'éviter la banalisation.

2.2. PROTÉGER ET METTRE EN VALEUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE LOCAL

Il apparaît essentiel de développer les efforts de protection et de mise en valeur des singularités des paysages du territoire.

2.2.1. Valoriser les paysages du Pays d'Ancenis

Entre Loire et Erdre, le Pays d'Ancenis est riche d'une diversité et d'une qualité reconnue des différentes entités paysagères. Le SCoT affiche pour objectif :

- > le respect des grandes composantes naturelles du paysage (ligne de force du relief, talwegs, structures végétales, ...)
- > la mise en valeur des paysages ligériens emblématiques et des paysages caractéristiques du Pays (bocage, vallées...),.

→ Cette notion devra constituer un fil rouge dans les projets d'urbanisation des communes et pourra se matérialiser, entre autre, par l'instauration de coupures d'urbanisation.

2.2.2. Porter une attention particulière aux entrées de ville

La standardisation et la dégradation globale de la qualité paysagère des entrées de ville est un phénomène constaté sur la grande majorité des agglomérations du territoire français.

La périphérie d'Ancenis est fortement concernée par ce phénomène, en présentant le long de ces différentes voiries d'accès (principalement la RD 923 et 763 côté Saint-Géréon) de nombreux espaces d'activités artisanale, industrielle, commerciale mais également des lotissements dont l'intégration paysagère est peu qualitative. Les entrées Ouest et Sud de Ligné, l'entrée Ouest de Riaillé, l'entrée Sud de Saint-Mars-la-Jaille et l'entrée Est de Varades présentent les mêmes problématiques, bien que des superficies moindres soient concernées.

Afin d'améliorer l'intégration paysagère de ces entrées de ville, le SCoT souhaite :

- > promouvoir une vigilance particulière concernant l'intégration urbaine et paysagère des espaces d'activités et d'habitat situés en entrée de ville et en lisière urbaine, afin d'insérer au mieux ces espaces dans leur environnement et leur donner une nouvelle image. Les secteurs cités ci-dessus sont considérés comme des sites prioritaires de requalification des entrées de ville.
- > encadrer le développement économique et urbain en linéaire le long des axes majeurs du territoire, concernés par les retraits imposés par la Loi Barnier ou par les dispositions du Conseil Général : il s'agit de réfléchir, en préalable à tout projet, aux modalités d'aménagement et de gestion de ces retraits.

→ Cela nécessite donc de réfléchir en amont à la requalification ou à l'extension de ces secteurs, à l'établissement d'orientations d'aménagement, pouvant trouver place dans les OAP du PLU.

2.2.3. Préserver le patrimoine bâti

Le SCOT affirme l'objectif de préservation du patrimoine bâti. Au-delà de la protection des édifices protégés (Monuments historiques, Sites inscrits ou classés, AVAP (anciennes ZPPAUP)), l'objectif est également d'identifier et préserver le patrimoine du quotidien tout en permettant l'évolution ou la transformation du bâti : habitat ancien traditionnel, maisons paysannes, ouvrages tel que les lavoirs, les chapelles, ou les croix, qui racontent l'histoire du Pays d'Ancenis.

2.3. PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ PAR LA RECONNAISSANCE ET LA CONFORTATION DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

Définition (issue du Décret no 2012-1492 du 27 décembre 2012 relatif à la trame verte et bleue) :

« La trame verte et bleue est un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques. Elle constitue un outil d'aménagement durable du territoire et contribue à un état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau. Les continuités écologiques qui constituent la trame verte et bleue comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

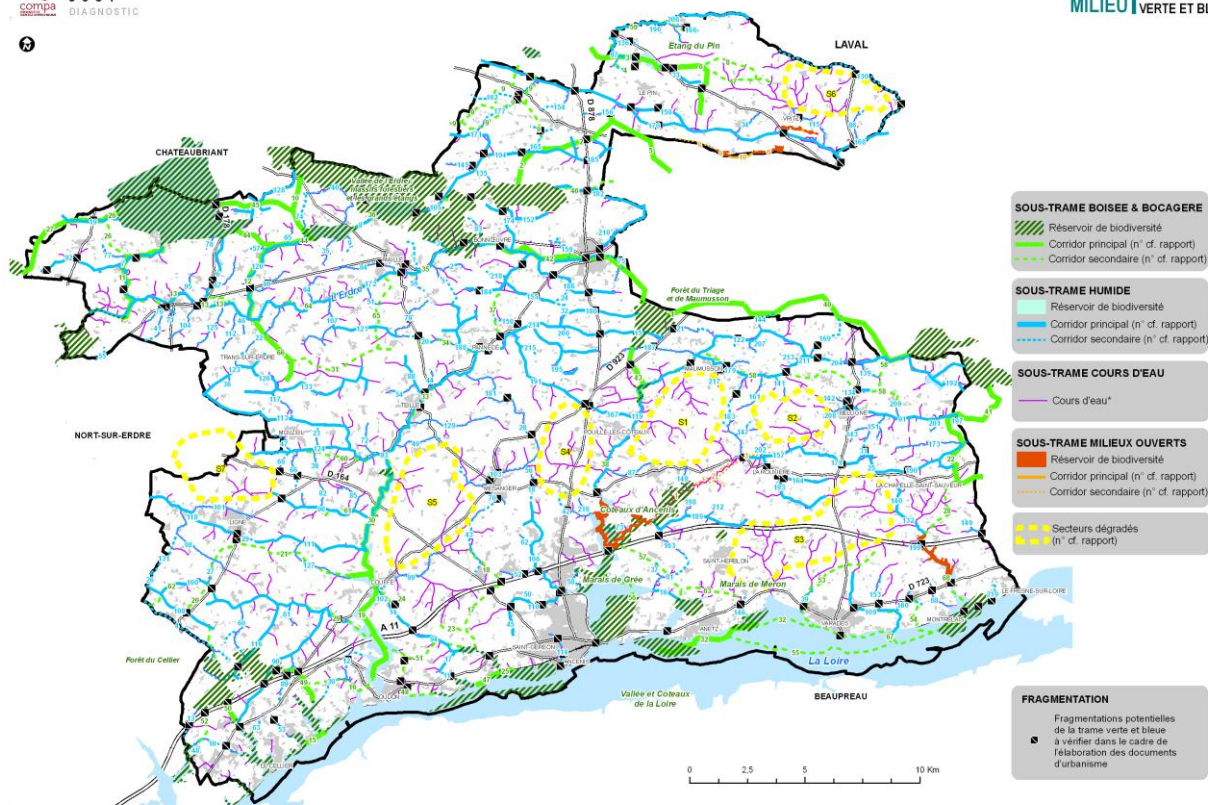
Leur identification et leur délimitation doivent notamment permettre aux espèces animales et végétales dont la préservation ou la remise en bon état constitue un enjeu national ou régional de se déplacer pour assurer leur cycle de vie et favoriser leur capacité d'adaptation. La trame verte et bleue identifiée par le SCoT doit tenir compte des continuités écologiques identifiées par le schéma régional de cohérence écologique, élaboré conjointement par le président du conseil régional et le préfet de région.¹ »

Le SCoT du Pays d'Ancenis affirme sa volonté de protéger la biodiversité par l'identification et la protection de la Trame Verte et Bleue. Les orientations suivantes découlent de cette volonté :

- > Préserver et conforter les éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue (sous-trames constituées par le maillage bocager, les zones humides...) ;
- > Réfléchir aux possibilités d'amélioration et de restauration des continuités écologiques dans les secteurs dégradés, zones à enjeux identifiées au SCoT. Ces secteurs devront faire l'objet d'une attention particulière dans le cadre des révisions de PLU. Ils sont des lieux privilégiés pour mener des actions de reconquête des milieux, notamment par le maillage bocager et le maillage des zones humides.
- > Rétablir les continuités sur les lieux de fragmentation des milieux naturels, obstacle à la bonne circulation des espèces faunistiques et floristiques identifiés par le SCoT.

➔ Les PLU devront intégrer une identification des corridors écologiques à la parcelle. Ce travail s'appuiera sur la TVB inscrite dans le Schéma de Cohérence Territoriale mais nécessitera un travail d'expertise plus poussé.

¹ Pour plus de précisions concernant l'identification des éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue du Pays d'Ancenis, se reporter au rapport de présentation du SCoT



Conception
& réalisation

Sources : X. HARDY, IGN, Conseil Général de Loire-Atlantique,
IGN, RGE, COMPA, DREAL Pays de Loire

JANVIER 2014

* Inventaire COMPA 2010-2012

TRAME VERTE ET BLEUE

2.4. PRESERVER ET VALORISER LES RESSOURCES

La présence de l'eau sur le Pays d'Ancenis est une caractéristique forte (cours d'eau, zones humides ...). L'enjeu identifié au moment du diagnostic consiste à réussir à concilier les impératifs de préservation et de reconquête de la ressource en eau avec les usages qui en sont fait.

2.4.1. Améliorer la qualité des cours d'eau

Les cours d'eau du Pays d'Ancenis sont soumis à la directive cadre sur l'eau et donc à l'obligation de l'atteinte d'un bon état écologique (61% en 2015, 80% à l'échéance du SCoT). Ce travail se fera à l'issue des études prochainement lancées sur les bassins versants.

Le SCoT souhaite appuyer les démarches engagées suivantes :

- > Restauration des sections de cours d'eau incluses dans des opérations d'aménagement
- > Appui sur les cours d'eau dans les « secteurs à enjeux » des corridors écologiques du Pays, pour favoriser l'implantation de dispositifs tampons favorables à la reconquête de la qualité de l'eau.
- > Protection des cours d'eau et des milieux associés (zones humides)

De même la question de la fréquentation humaine, de loisirs des cours d'eau et plans d'eau pourrait faire l'objet d'une réflexion à l'échelle du périmètre du SCoT.

2.4.2. Promouvoir une utilisation raisonnée de la ressource en eau

Dans un contexte probable de raréfaction de la ressource en eau (recrudescence d'épisodes de sécheresse dans le cadre du réchauffement climatique), la pression sur la ressource pour les usages domestiques, de loisirs ou d'activités (principalement agricoles) constitue un élément fort pour les années à venir.

De même, dans un tel contexte climatique, le maintien de l'activité agricole pourrait être compromis par un accès plus difficile à la ressource en eau.

Le développement systématique de l'irrigation par prélèvement dans les nappes ou les cours d'eau peut se révéler fort impactant pour la préservation de la ressource en eau (question du débit minimum des cours d'eau et de la capacité de renouvellement des nappes).

Cette préoccupation est à intégrer dans la définition des espaces agricoles pérennes du SCoT, en veillant à un juste équilibre entre environnement et agriculture.

→ *Incitation à la promotion des économies d'eau et au développement de projets urbains soucieux de la préservation de la ressource en eau.*

→ *Dans le cadre des secteurs soumis à obligation de performance environnementale ou de manière plus générale, le SCoT pourrait sensibiliser sur l'édiction d'un pourcentage d'imperméabilisation*

2.4.3. Améliorer les rejets d'eaux (eaux pluviales – eaux usées)

Cette thématique est directement corrélée aux perspectives de développement démographique et à l'accueil de nouvelles activités sur le territoire dans les échéances du SCoT.

L'impératif de modération de la consommation d'espace et la recherche de formes urbaines plus compactes peuvent améliorer l'impact des constructions neuves sur l'imperméabilisation des sols. Le SCoT, au-delà de cet impératif, encourage le développement de dispositifs alternatifs de gestion des eaux pluviales.

Le SCoT rappelle par ailleurs l'obligation de la réalisation de Schéma Directeur d'Assainissement Pluvial (SDAP) dans toutes les communes.

L'accueil de nouveaux logements et de nouvelles activités est bien évidemment lié à la capacité de traitement des stations d'épuration existantes ou en projet.

Au-delà, le SCoT souhaite limiter l'urbanisation dans les secteurs non raccordés et/ou dans les secteurs dont les caractéristiques pédologiques, topographiques (abords de cours d'eau, de marais, limite de zones humides) et de superficie ne sont pas adaptées à un assainissement non-collectif.

2.4.4. Développer les énergies renouvelables

Le territoire dispose de ressources internes susceptibles d'être exploitées pour la production d'énergie. Le SCoT doit rendre possible le recours à ces ressources dans cet objectif.

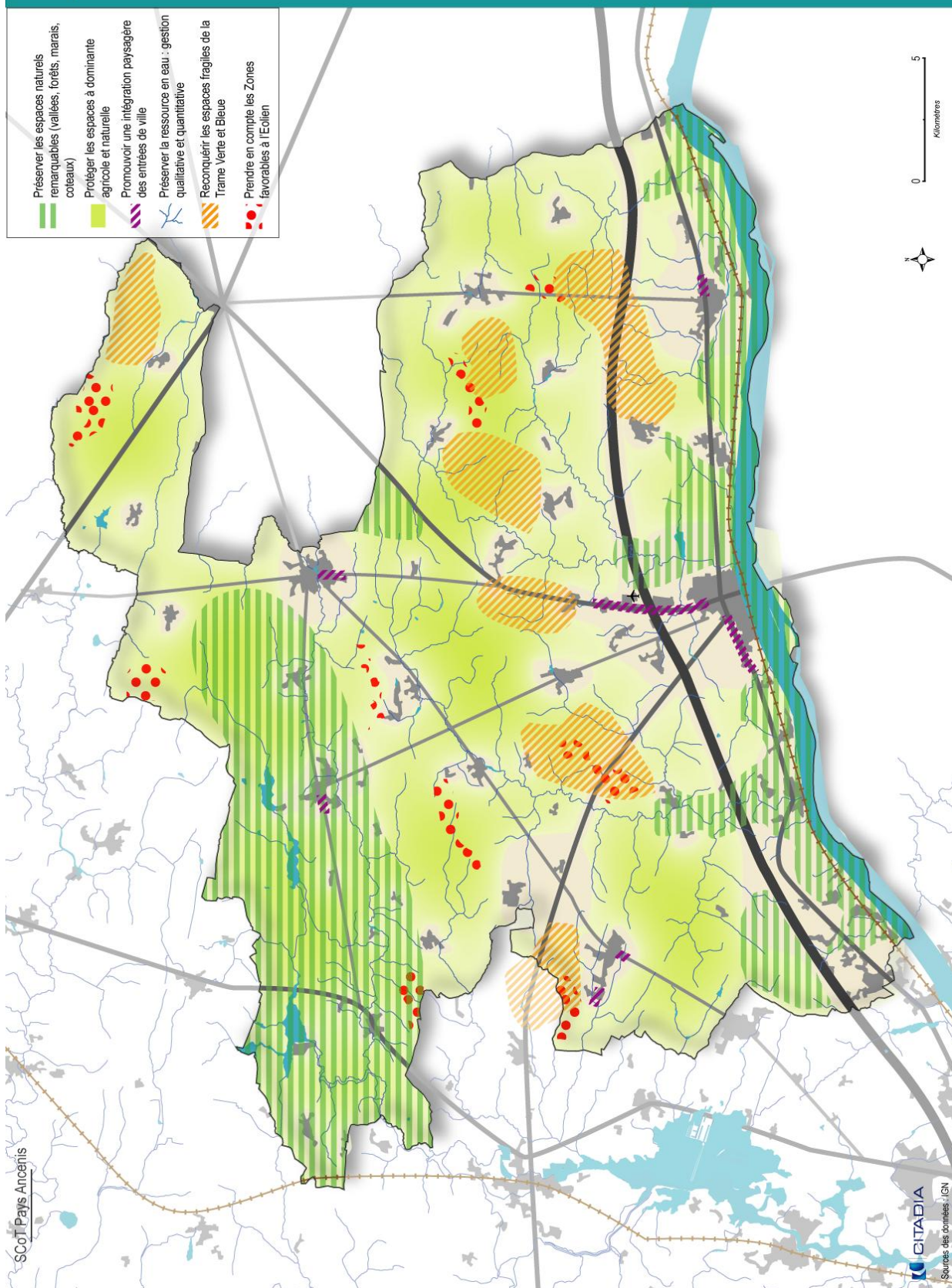
Ainsi, l'identification de la trame verte et bleue, et principalement de la sous-trame boisée qui la compose et les objectifs de confortation et/ou de reconquête qui l'accompagnent, permettent d'identifier une ressource en bois potentiellement mobilisable dans le cadre d'une filière bois-énergie, liée à des plans de gestion.

→ Les PLU et les projets des communes qui en découlent pourront identifier les boisements à préserver et leurs modalités de gestion pour exploitation dans le cadre d'une filière

De même, le potentiel éolien du territoire a fait l'objet d'une analyse et a conduit à la création de Zones favorables à l'Eolien approuvées par arrêté préfectoral. Elles sont également intégrées au SCoT.

Enfin, la production agricole à dominante élevage, importante sur le territoire, la production de déchets ménagers fermentescibles et les boues des stations d'épuration laissent présager d'un potentiel en matière de méthanisation que le SCoT aura à cœur de rendre possible.

La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources



CITADIA

Responsable: Christopher RUTHERFORD
7 Rue Alexandre Fleming 49066 ANGERS cédex 01
09 65 10 52 24
scot-paysancenis@citadia.com



XAVIERE HARDY

Responsable: Xavière HARDY – Sandrine DUCHELIER
165 Rue Georges Guynemer
44150 ANCENIS
02 40 83 27 28
hardy.environnement@wanadoo.fr



COMPA

Communauté de Communes du Pays d'Ancenis
Centre administratif Les Ursulines CS 50201
44156 ANCENIS CEDEX
Tél. : 02.40.96.31.89.- Fax : 02.40.98.82.90
scot@pays-ancenis.com
www.pays-ancenis.com



Avec le soutien financier de l'Etat et de la Région des Pays de la Loire

